****

***Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l’homme***

***Réponses au questionnaire soumis par le Comité consultatif du Conseil des droits de l’homme***

14 novembre 2013

**1. D’après votre expérience, quels sont les droits de l’homme qui sont le plus affectés par la corruption? Quel effet négatif spécifique a corruption peut-elle avoir sur la jouissance des droits de l’homme des groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations autochtones et autre?**

La liberté de l’information est directement affectée par la corruption, notamment parce que cette dernière va de pair avec l’opacité des institutions publiques. Les enquêtes sur des faits de corruption sont extrêmement complexes alors que le besoin de vérité est primordial. Le manque de transparence engendré par la corruption rend plus difficile le rôle de contre pouvoir (“chien de garde”) des médias.

Le travail des journalistes est primordial pour tenir les citoyens d’un pays informés et pour révéler au public des malversations.

Alors que le rôle des médias est un des premiers maillons de la chaîne de lutte contre la corruption, les journalistes font face à d’extrêmes difficultés dans le cadre de leurs enquêtes et s’exposent à des représailles qui peuvent mettre leur sécurité et leur vie en péril (**cf annexe : cas concrets de journalistes inquiétés pour avoir enquêté sur des affaires de corruption**).

Comme le souligne le rapport du Programme international pour le développement de la communication(IPCD), publié par l’UNESCO le 27 mars 2012, la majorité des crimes recensés contre les journalistes a lieu en temps de paix et notamment lors de la couverture de chefs de corruption (CI-12/CONF.202/4 REV ; p.7 du rapport).

Les journalistes qui enquêtent sur des affaires de corruption s’exposent à des poursuites judiciaires ou à des mesures de représailles. Ils ne cherchent pourtant pas à attaquer personnellement les individus liés à ce type d'affaire. Ils exercent simplement leur devoir de faire la lumière sur les activités des personnalités politiques et économiques d'un pays.

Dans le cadre de son mandat, Reporters sans frontières a constaté que les populations autochtones sont parmi les groupes vulnérables particulièrement touchés par les conséquences de la corruption. Les médias communautaires y sont souvent sous représentés, et victimes de menaces ou d’attentats lorsqu’ils essayent de dénoncer la corruption dont sont victimes ces populations. Le droit à l’information des populations autochtones est donc sévèrement limité. C’est notamment le cas dans les pays d’Amérique Latine.

**2. Moyens de lutter contre la corruption tout en promouvant et protégeant les droits de l’Homme. Quelles sont les meilleures pratiques et défis à cet égard? Y a-t-il des problèmes spécifiques dans le cadre de votre travail dans le cas où la corruption aurait un impact négatif sur la jouissance des droits de l’homme?**

Reporters sans frontières a constaté que les faits de corruption exposent ceux qui ont le courage de les dénoncer ou d’enquêter à de graves dangers. La corruption a ainsi un impact direct sur la liberté d’information.

ALERTER ET SOUTENIR : Reporters sans frontières s’efforce de dénoncer ces exactions par des communiqués de presse, des campagnes de soutien ainsi qu’un soutien matériel et juridique aux journalistes et médias inquiétés.

Un des principal défi est de faire face aux régimes au sein desquels la corruption est solidement implantée, et qui cherchent à museler les individus et les médias qui dénoncent les faits de corruption, comme c’est le cas par exemple au Vietnam et en Chine (cf Annexe).

RELAYER L’INFORMATION : Il est également indispensable de relayer les enquêtes et articles que les autorités ou les particuliers tentent de censurer. Reporters sans frontières a par exemple mis en place un site internet, *We Fight Censorship*, qui publie les contenus censurés. Certains de ces contenus publiés par RSF concernent la dénonciation de faits de corruption : <https://www.wefightcensorship.org/censored/japan-freelance-journalist-sued-over-nuclear-industry-articlehtml.html>.

Pour promouvoir la transparence, des plateformes citoyennes pourraient se faire le relais de l’information dans des pays où la pratique de la censure est courante, et qui dénonceraient les affaires de corruption. Ces plateformes prennent souvent la forme de blog, voir parfois de journalisme par SMS, notamment en Chine et dans les pays d’Asie du Sud-Est.

Au Vietnam par exemple, la presse peinant à remplir son rôle de contre-pouvoir, de nombreux sites d’information indépendants voient le jour, sous diverses formes: blogs personnels, plateforme collective… Ces publications n’hésitent pas à révéler des scandales politiques et autres faits que les autorités tentent de dissimuler. C’est le cas de *Anh Ba Sam*, ou *Side Walk News Agency* lancé en 2007, qui se démarque par la diversité de ses sources, puisées tant au sein de la police, de l’administration, que parmi les dissidents qui lui ont permis de dévoiler certains scandales politiques. Son fondateur, **Nguyen Huu Vinh**, est régulièrement soumis aux pressions des autorités, alors que le site a été la cible de nombreuses attaques informatiques. *Vietnam Path*, le site d’informations tiré du mouvement éponyme et lancé en août 2012 a pour objectif de promouvoir les droits de l’homme au Vietnam. Les représentants de ce mouvement apolitique et humaniste présent aux Etats-Unis ont entrepris des démarches pour enregistrer le site auprès des autorités, sans succès pour l’instant.

Au niveau international, on peut citer Wikileaks comme plateforme citoyenne recevant le contenu de lanceurs d’alertes, et dont le but est de promouvoir la transparence.

**4. Quelles mesures peuvent être prises par le Conseil des Droits de l’homme et ses organes subsidiaires, ou par les Etats, pour lutter contre la corruption en accordant une attention particulière quant à l’impact négatif de la corruption sur la jouissance des droits de l’homme?**

Les organes des Nations unies doivent apporter une aide et un soutien particulier aux acteurs de l’information qui prennent des risques en dénonçant les affaires de corruption.

Il est impératif de promouvoir des mécanismes de protection pour les journalistes menacés. Comme l’a souligné le Haut commissariat pour les droits de l’homme dans son rapport annuel du juillet 2013 : “access to the mechanism (of protective measures) should be available to all journalists and other professionals, and particularly those working on high-risk issues, such as corruption and organized crime” (A/HRC/24/NGO/63 - paragraphe 64).

Les instruments de lutte contre la corruption doivent prévoir des dispositions relatives à la liberté de l’information, à la protection des sources, à l’accès à l’information et à la protection des journalistes couvrant les faits de corruption.

Au niveau national, doivent être mis en œuvre tous les dispositifs législatifs de protection de la liberté d’expression, d’accès à l’information et de sécurité des journalistes. Il est également utile d’établir une charte éthique / conseil de déontologie au sein des médias, contenant un ensemble de règles fondamentales, dont la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence. Par exemple, au Timor Oriental, une charte semblable a été adoptée récemment. Les clauses de cette charte prennent en compte notamment la précision et l’impartialité, la lutte contre la censure, la défense de l’intérêt public, la lutte contre la discrimination, la distinction entre les faits et les opinions, la confidentialité des sources, la correction rapide des erreurs, le refus du plagiat, la protection de l’identité des victimes, et le refus de toute incitation financière.

**5. Comment les mécanismes onusiens de protection des droits de l’homme peuvent-ils être utilisés pour lutter contre la corruption? Quels autres mécanismes institutionnels pourraient être utilisés pour intégrer une approche fondée sur les droits de l’homme dans la lutte contre a corruption ou vice-versa, tant au niveau international que national ?**

Les mécanismes internationaux de protection de la liberté de l’information doivent mettre en avant le fait que des médias libres sont indispensables à la lutte contre la corruption et encourager les Etats à considérer cet aspect lors de leur lutte interne contre la corruption.

Les autorités chinoises disent mener actuellement une campagne anti-corruption alors qu’il n’existe pas de liberté d’information dans ce pays. Il semble donc important que les mécanismes internationaux et onusiens rappellent le lien entre ces deux impératifs.

Dans les pays disposant de mécanismes de lutte contre la corruption au niveau national, la sécurité des acteurs de l’information doit y être explicitement intégrée.

Dans les pays disposant de mécanismes de protection des acteurs de l’information ou de la liberté de l’information, l’importance de ceux-ci dans la lutte contre la corruption doit y être consacrée.

**6.Y a-t-il d’autres observations ou suggestions que vous souhaiteriez fournir à propos du sujet?**

Il est également nécessaire de considérer les donneurs d’alertes comme faisant partie intégrante des acteurs de l’information qui dénoncent la corruption, et de leur assurer une protection spécifique. Reporters sans frontières a présenté une soumission écrite allant dans ce sens au Conseil des droits de l’homme (A/HRC/24/NGO/63 ).

**ANNEXE : Cas de journalistes inquiétés pour avoir dénoncé des affaires de corruption dans leur pays :**

**ASIE :**

VIETNAM :

**- Vo Thanh Tung**, journaliste au *Phap Luat TpHCM* (*Ho Chi Minh City Law newspaper*), ainsi que deux de ses collaborateurs ont été arrêtés le 7 aout 2013 pour "corruption". Le journaliste s’est fait connaître à travers des articles relatant ses enquêtes sur la corruption de la police, et pour preuve de son professionnalisme a reçu en juin 2012, le premier prix remis par la Ho Chi Minh City Press Award, grâce à ses articles d’investigation sur la sécurité et l’hygiène alimentaire.

<http://fr.rsf.org/vietnam-un-journaliste-anti-corruption-09-08-2013,45035.html>

CHINE :

- arrestation, le 23 août 2013, de **Liu Hu**, journaliste du quotidien *Modern Express* (*Xin Kuai Bao*), basé à Guangzhou. Il est accusé de “propagation de fausses rumeurs”. Dans un message posté sur son compte Weibo, le journaliste avait exhorté les autorités à enquêter sur un officiel soupçonné de corruption. Il a été officiellement inculpé pour « diffamation » en octobre 2013". Arreté en [août](http://www.google.com/url?q=http%3A%2F%2Ffr.rsf.org%2Fchine-un-journaliste-arrete-pour-26-08-2013%2C45102.html&sa=D&sntz=1&usg=AFQjCNGbMtxryC9wGflT1KQCAswwH0f3VA) 2013, les autorités n[’ont procédé à l’inculpation officielle qu’en octobre 2013.](http://www.google.com/url?q=http%3A%2F%2Ffr.rsf.org%2Fchine-un-journaliste-arrete-pour-26-08-2013%2C45102.html&sa=D&sntz=1&usg=AFQjCNGbMtxryC9wGflT1KQCAswwH0f3VA)

<http://fr.rsf.org/chine-un-journaliste-arrete-pour-26-08-2013,45102.html>

<http://fr.rsf.org/chine-le-journaliste-liu-hu-formellement-11-10-2013,45320.html>

- **Zhu Ruifeng**, blogueur rendu célèbre pour avoir fait tomber des membres du Parti communiste pour corruption a également été détenu et interrogé pendant des heures par les autorités qui souhaitaient connaître ses sources, le menaçant d’entrave à la justice si ce dernier ne coopérait pas.

<http://fr.rsf.org/chine-lutte-contre-les-rumeurs-et-vagues-03-10-2013,45282.html>

- AFGHANISTAN :

**- Azizolrahman Sakhizadeh**, journaliste pour le quotidien Mandegar Daily à Kaboul avait été arrêté le 5 juillet 2013 et détenu onze jours par la police afghane suite à une plainte pour “diffamation” déposée par le chef du département de lutte contre la corruption, Azizullah Ludin. Le journaliste avait publié un article sur la corruption massive de certains responsables de ce département le 15 mai dernier.

<http://fr.rsf.org/afghanistan-arrestation-arbitraire-d-un-11-07-2013,44925.html>

**- AMERIQUES :**

NICARAGUA :

**-** Deux enquêtes retentissantes sur des affaires de corruption publiées début 2011 par le quotiden Nuevo Diario ont valu des menaces de morts à plusieurs journalistes au cours de l’année 2011, et principalement à Luis Galeano, et de nombreuses tentatives d’intimidation à l’encontre du quotidien Nuevo Diario.

[http://fr.rsf.org/nicaragua-el-nuevo-diario-en-medio-de-la-22-02-2011,39600.html](http://es.rsf.org/nicaragua-el-nuevo-diario-en-medio-de-la-22-02-2011,39600.html)

ARGENTINE :

- La radio la station *Radio Génesis*, à Ingeniero Suárez, au nord de la province de Formosa (Nord), a été ravagée par un incendie criminel en avril 2013. Aníbal Palma, propriétaire de la radio, suspecte les autorités locales et provinciales d’être à l’origine de l’incendie, en raison de ses dénonciations d’affaires de corruption présumée impliquant Cristino Vidal Mendoza, dont il est un opposant notoire.

<http://fr.rsf.org/argentine-forts-soupcons-contre-certaines-08-04-2013,44322.html>

**- EUROPE:**

ESPAGNE :

Le journaliste d'investigation espagnol de *PRNoticias.com* Gorka Zamarreño a été menacé de mort à plusieurs reprises en 2011 alors qu’il couvrait le procès de l’affaire Malaya - affaire qu’il couvrait depuis deux ans déjà. Il s’intéressait particulièrement à de possibles cas de corruption au sein du tribunal de Malaga, qui auraient pu bénéficier aux accusés. D’après lui, les menaces dont il a fait l’objet étaient liées à l’importante documentation qu’il avait rassemblée à ce sujet. D’autres journalistes enquêtant sur cette affaire auraient également été intimidés.

<http://fr.rsf.org/espagne-un-journaliste-d-investigation-22-04-2011,40083.html>

LETTONIE :

Leonīds Jākobsons, propriétaire et rédacteur en chef du site d’informations en ligne [www.kompromat.lv](http://www.kompromat.lv) et lauréat en 2009 du Prix national de journalisme dans la catégorie « Défense de la liberté des médias », a été arrêté et incarcéré le 15 décembre 2011 pour “acquisition illégale de données informatiques”. Depuis un mois, le journaliste publiait sur son site des emails envoyés ou reçu par Nils Ušakovs, maire de la ville de Riga et ancien membre du parlement letton, qui évoquent la nature étrange des activités du maire (financements occultes…). Le jour de son arrestation, tout son matériel informatique a été saisi.

<http://fr.rsf.org/lettonie-leon-ds-j-akobsons-emprisonne-16-12-2011,41563.html>

AZERBAIDJAN :

Khadija Ismayilova, journaliste d’investigation pour Radio Azadlig, a été victime d'une campagne calomnieuse récurrente et de tentatives de chantage à la sextape en 2012 et en 2013 pour ses investigations poussées sur la corruption de la famille Aliev au pouvoir en Azerbaïdjan.

<http://en.rsf.org/azerbaijan-open-letter-to-azerbaijani-14-08-2013,45050.html>

RUSSIE :

Le journaliste freelance Nikolaï Iarst est assigné à résidence depuis plus de 4 mois en Russie du fait d'accusations montées de toutes pièces de possession de drogue . Il enquêtait sur un cas de corruption au sein de la police locale (un indic couvert par la police)

<http://fr.rsf.org/russie-enquete-suspecte-contre-un-21-06-2013,44832.html>

TURQUIE :

Cihan Hayirsevener est le dernier journaliste en date à avoir été assassiné en Turquie (décembre 2009), parce qu'il enquêtait sur des malversations financières impliquant la municipalité de sa ville et de puissants hommes d'affaires locaux

<http://fr.rsf.org/turquie-condamnation-des-responsables-de-l-02-08-2013,45016.html>

<http://fr.rsf.org/turquie-enquete-sur-l-assassinat-de-cihan-28-08-2012,43288.html>

**AFRIQUE:**

RDC :

**Nicaise Kibel Bel’Oka**, éditeur du bimensuel *Les Coulisses*, basé à Béni au Nord-Kivu, a été condamné le 5 avril 2013 à 4 mois de prison avec sursis et à payer 3000 dollars de dommages et intérêts pour avoir dénoncé les détournements par la douane des exportations de bois scié. Dans son article intitulé "977 tonnes de bois disparues et le système Sydonia tripoté à la DGDA/Beni" publié en juin 2012, il dénonçait ces détournements. Cet article a été à l’origine d’une plainte en "diffamation" déposée par M. Crispin Youmba Akilimali, sous-directeur à la Direction générale des douanes et accises (DGDA/Béni). L’affaire est toujours en délibérée et le procès connaît de nombreux obstacles : chantage, marchandage…. Dernier en date : le procès qui devait avoir lieu le 5 novembre dernier a été renvoyé au 29 novembre prochain car l'avocat de Nicaise n'était pas présent. Nicaise Kibel Bel’Oka a été le lauréat en 2009 du prix CNN de la liberté de la presse en Afrique.

<http://fr.rsf.org/rd-congo-un-an-de-prison-ferme-et-100-000-18-04-2013,44389.html>

<http://fr.rsf.org/IMG/pdf/communique_de_presse_du_22_juillet_2013-2.pdf>

<http://fr.rsf.org/rd-congo-un-an-de-prison-ferme-et-100-000-18-04-2013,44389.html>

- NIGERIA :

**Tukur Mamu**, rédacteur en chef de l’hebdomadaire *Desert Herald*, a été arrêté le 3 septembre 2013 à son bureau puis détenu pendant deux jours pour avoir chercher à dénoncer les pratiques de l’administration du ministre du territoire fédéral d’Abuja. En effet, au moment de son arrestation, Tukur Mamu s’apprêtait à publier un livre dénonçant les pratiques de l’administration du ministre du territoire fédéral d’Abuja (Federal Capital Territory – FCT), Monsieur Bala Abdulkadir Mohammed, intitulé "FCT Administration : the rot within !" (FCT : la pourriture interne !). Le journaliste aurait été arrêté sur mandat d’un juge d’Abuja saisi directement par le ministre du FCT.

<http://fr.rsf.org/nigeria-le-redacteur-en-chef-d-un-journal-04-09-2013,45137.html>

- LIBERIA :

**Rodney Sieh**, directeur du journal *Frontpage Africa*, a été arrêté le 21 août 2013 et mis en prison car car il a déclaré ne pas pouvoir payer l'amende de 1,6 millions de dollars de dommages et intérêts (1,2 millions d’euros) à laquelle son journal avait été condamné le 21 août 2013 par la Cour suprême du Libéria suite à une plainte en diffamation déposée par l’ancien ministre de l’Agriculture Chris Toe. Dans une série d’articles publiés en 2009, *Frontpage Africa* avait accusé Chris Toe d’avoir détourné des fonds de son ministère. Ce dernier avait réagi en déclarant que les révélations du journal étaient fausses et qu’elles ont gravement entaché sa réputation.

<http://fr.rsf.org/liberia-rsf-denonce-l-incarceration-d-un-22-08-2013,45097.html>

<http://fr.rsf.org/liberia-le-journaliste-rodney-sieh-10-10-2013,45188.html>

-CAMEROUN :

**Jean-Marie Tchatchouang** : directeur de publication du mensuel *Paroles*, le 25 mars 2013 à deux mois de prison, une amende de près de 500 000 Francs CFA (760 euros), et 2 500 000 Francs CFA (3 800 euros) pour avoir décrit dans une série d’articles publiés en 2010 les pratiques de corruption et de clientélisme au sein de la Socatur (entreprise de transport urbain). Jean-Marie Tchatchouang a purgé ses deux mois de prison, a été libéré le 24 mai et a comparu en appel ce 13 juin 2013.

Le journaliste avait déjà été condamné à six mois de prison avec sursis en 2011 dans la même affaire. La justice camerounaise a donc condamné le journaliste une deuxième fois pour la même charge, mais en rapport avec un article différent.

<http://fr.rsf.org/cameroun-a-douala-collusion-des-potentats-13-06-2013,44777.html>

**MOYEN-ORIENT:**

-LIBYE :

**Amara Hassan Al-Khitabi**, rédacteur en chef du journal *Al-Umma*, a été arrêté en décembre 2013 et incarcéré pendant quatre mois pour “diffamation” et “insulte à l’encontre du système judiciaire”. Il avait publié en novembre 2012, une liste de 87 juges et procureurs accusés de corruption et détournement de fonds.

<http://fr.rsf.org/libye-une-liberte-a-relativiser-pour-le-22-04-2013,44408.html>

- IRAK :

Le rédacteur en chef du mensuel *Bashur Magazine* **Sherwan Sherwani**, a été arrêté le 19 avril 2012 et placé six jours en détention. Le journaliste est connu pour ses enquêtes et articles sur des affaires de corruption au sein des cercles des dirigeants politiques de la région autonome du Kurdistan irakien (KRG). Son arrestation survient suite à une plainte déposée par la municipalité de la ville d’Akre, après la publication d’un article dans *Bashur Magazine* en mai 2011, dénonçant une affaire de corruption impliquant le responsable de la municipalité, qui se serait rendu coupable de détournement de fonds publics. Le journaliste avait fourni un certain nombre de preuves sur la culpabilité du potentat local.

<http://fr.rsf.org/irak-un-journaliste-detenu-illegalement-27-04-2012,42385.html>

- JORDANIE :

Le journaliste **Jamal Al-Mouhtaseb,** rédacteur en chef de l’agence d’information en ligne *Gerasa News,* a été arrêté le 23 avril 2012, détenu 21 jours et poursuivi devant un tribunal militaire. Après sa libération, il est resté accusé “d’incitation au renversement du régime” après la publication d’un article dénonçant une affaire de corruption impliquant un ancien ministre du gouvernement du royaume hachémite, Sahil Majali.

Lire notre CP : <http://fr.rsf.org/jordanie-un-journaliste-face-a-un-tribunal-25-04-2012,42353.html>